



SÉRIE INNOVATIONS PAFO-COLEAD : Innovations et succès des PME et organisations de producteurs africaines

SESSION N°23

Opportunités pour les entrepreneurs dans les chaînes de valeur transfrontalières

Mardi 3 juin 2025 - 12:00-14:00 UTC

En ligne ([Zoom](#))

Interprétation anglais-français-portugais disponible

1. Contexte

L'agriculture reste l'épine dorsale de nombreuses économies africaines, employant plus de 60 % de la main-d'œuvre du continent et contribuant de manière significative au PIB dans la plupart des pays. Malgré cela, l'Afrique est un importateur net de denrées alimentaires et le commerce intra-africain de produits agricoles reste faible. L'augmentation du commerce agricole intrarégional offre une opportunité stratégique de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer les revenus ruraux, de réduire la dépendance à l'égard des marchés extérieurs et de stimuler la transformation économique. Il peut ouvrir de nouveaux marchés aux petits exploitants agricoles et aux micros, petites et moyennes entreprises (MPME) agro-industrielles, leur permettant ainsi d'étendre leurs activités et d'investir dans l'amélioration de la productivité et des normes de qualité.

Le développement de chaînes de valeur régionales peut aider les pays africains à se remettre des chocs socio-économiques provoqués par la pandémie de COVID-19 et à accélérer la transformation productive.¹

Les produits agricoles jouent un rôle crucial dans le commerce intra-africain. Le secteur agricole africain contribue largement au PIB du continent et emploie une grande partie de sa population. Le commerce intra-africain de produits agricoles n'a cessé de croître, sous l'effet de la demande croissante de produits alimentaires sur le continent et des efforts déployés pour renforcer la sécurité alimentaire par le biais de la coopération régionale. En 2023, les

¹ CUA/OCDE (2022), *Dynamiques du développement en Afrique 2022 : Des chaînes de valeur régionales pour une reprise durable*, CUA, Addis-Abeba/Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/f92ecd72-fr>.

produits agricoles représenteront environ 25 % des exportations intra-africaines, les principaux produits étant les céréales, les fruits, les légumes et le bétail.²

Les chaînes de valeur transfrontalières offrent aux entrepreneurs la possibilité de monter dans l'échelle de valeur en s'engageant dans la transformation, l'emballage et le marquage. Le commerce transfrontalier permet aux producteurs africains et aux MPME d'accéder à des marchés régionaux plus vastes, réduisant ainsi leur dépendance vis-à-vis des exportations étrangères et améliorant leur compétitivité grâce à l'échelle et à la diversification.

2. Les défis du commerce transfrontalier en Afrique

Plusieurs obstacles persistent et empêchent les pays africains d'exploiter pleinement le potentiel du commerce intrarégional. Ces obstacles sont multiples et englobent les déficits d'infrastructure, les barrières tarifaires et non tarifaires, la faiblesse des cadres institutionnels et la capacité industrielle limitée.

L'un des principaux obstacles est le manque criant d'infrastructures en Afrique. **Le manque d'infrastructures routières, ferroviaires et frontalières, de stockage et de chaînes du froid** entrave considérablement la circulation des marchandises. Une logistique médiocre augmente le coût et le temps nécessaire pour faire des affaires. Les pays enclavés sont confrontés à des défis encore plus importants, car ils dépendent fortement des infrastructures des pays voisins pour accéder aux marchés internationaux. La Banque africaine de développement estime qu'il faudra entre 68 et 108 milliards de dollars par an pour combler ce fossé.³

Malgré les réductions tarifaires, les **barrières non tarifaires (BNT)**⁴ telles que les retards douaniers et les procédures complexes, les exigences d'inspection redondantes et les réglementations incohérentes restent des goulets d'étranglement majeurs pour le commerce. L'inefficacité des **procédures douanières**, des contrôles aux frontières et la diversité des normes peuvent ralentir considérablement la circulation des marchandises. Le dédouanement des marchandises aux frontières africaines peut prendre plusieurs jours, alors qu'il ne prend que quelques heures dans les régions plus développées.⁵

On estime que 30 à 40 % du commerce transfrontalier en Afrique est informel. Les commerçants, en majorité des femmes, sont victimes de harcèlement, de pots-de-vin et d'un **manque de protection juridique**. Il est nécessaire d'introduire des incitations et des protections pour encourager les commerçants informels à passer au secteur formel, notamment en simplifiant les procédures frontalières et les licences commerciales.

Les petits commerçants et les PME manquent souvent de **capitaux, d'instruments de financement du commerce et de données de marché** pour mener à bien leurs opérations transfrontalières.

² FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2023. [L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2023](#). Urbanisation, transformation des systèmes agroalimentaires et accès à une alimentation saine le long du continuum rural-urbain. Rome, FAO.

³ BAD. [Les partenariats public-privé sont nécessaires pour combler le déficit de développement des infrastructures en Afrique](#). 2023.

BAD. Infrastructure. <https://www.afdb.org/fr/themes-et-secteurs/secteurs/infrastructures>

⁴ Le mécanisme de notification, de suivi et d'élimination en ligne des barrières non tarifaires de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est un mécanisme mis en place pour renforcer les échanges commerciaux en supprimant les barrières non tarifaires au commerce (BNT). <https://www.tradebarriers.africa/>

⁵ Banque mondiale. 2025. [Transport et sécurité alimentaire en Afrique subsaharienne : Renforcement des chaînes d'approvisionnement](#).

Les **barrières tarifaires** restent un obstacle important, avec des droits de douane moyens sur le commerce intra-africain de l'ordre de 6,9 %, contre 2,5 % dans d'autres régions en développement.⁶ Des droits de douane élevés augmentent les coûts des entreprises, rendant les produits locaux moins compétitifs que les importations en provenance de l'extérieur de l'Afrique. Les blocs régionaux doivent accélérer les efforts d'harmonisation des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), des normes d'emballage et d'étiquetage, tout en rationalisant les procédures douanières

Le **manque de diversification industrielle** et la dépendance à l'égard d'une gamme restreinte de produits d'exportation, principalement des matières premières et des produits agricoles, entravent le commerce intrarégional sur le continent.⁷ Les **conflits et les crises économiques** perturbent les chaînes d'approvisionnement et découragent les investissements, ce qui entrave encore davantage le commerce intra-africain.

3. Les opportunités du commerce transfrontalier pour les entrepreneurs

Le commerce transfrontalier et les chaînes de valeur régionales augmentent le commerce intra-africain, ce qui permet aux pays africains de maximiser leur potentiel, leurs ressources et leurs capacités respectives. Cela rend également les économies africaines plus résistantes aux chocs extérieurs et stabilise ainsi leurs économies. La part de la valeur ajoutée manufacturière dans le commerce intra-africain n'est que de 9 %, contre 18 % et 45 %, respectivement, en Amérique latine et en Asie. La participation de l'Afrique au commerce des chaînes de valeur mondiales en pourcentage du PIB est d'environ 8 %, contre 14 % pour l'Asie (OCDE 2022).⁸

La création de la **Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf)** est considérée comme une opportunité de changer la donne pour les entrepreneurs et comme une étape vers la construction de chaînes de valeur régionales solides.⁹ La ZLECAf est la plus grande zone de libre-échange au monde, réunissant les 55 pays de l'Union africaine (UA) et huit communautés économiques régionales (CER). Le mandat général de la ZLECAf est de créer un marché continental unique avec une population d'environ 1,3 milliard de personnes et un PIB combiné d'environ 3,4 billions de dollars américains.¹⁰ Pour les petites et moyennes entreprises (PME), cela crée des incitations à développer des relations commerciales transfrontalières et à s'approvisionner en intrants ou à vendre des produits dans les pays voisins sans barrières commerciales prohibitives. La ZLECAf a le potentiel d'augmenter le commerce intra-africain de 45 % en 2045, avec des gains significatifs dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'agro-transformation et des services. Elle réduira également la dépendance de l'Afrique à l'égard des importations de produits manufacturés, les secteurs

⁶ Afreximbank. 2024. [Chaînes de valeur régionales et promotion du commerce intra-africain](#). Afreximbank Research et University of Development Studies, Ghana.

⁷ La Société financière internationale estime que le déficit de financement des petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique est d'environ 331 milliards de dollars, ce qui constitue un obstacle important à l'industrialisation et à la production de biens manufacturés essentiels au commerce intra-africain (IFC 2021). [La SFI et ses partenaires africains et européens lancent une alliance pour soutenir la croissance du secteur privé en Afrique](#). 2022

⁸ OCDE. 2022. "Chaînes de valeur en Afrique : Quel rôle pour le commerce régional ?" Les questions de développement de l'OCDE.

⁹ 17ème session du PAFO et du COLEAD sur le "Potentiel des marchés régionaux africains : Succès des PME et des petits exploitants". Enregistrement : https://youtu.be/f_WRt4qJTmc?si=WhEd6LPRwPXVDok

¹⁰ ACFTA. <https://au-ZLECAf.org/about/>

de l'agroalimentaire et de l'industrie étant ceux qui devraient tirer le plus de profit de cette initiative.¹¹

En **réduisant les droits d'importation**, en garantissant la mise en œuvre de mesures de facilitation des échanges, en facilitant les projets d'infrastructure intercontinentaux et en permettant l'accès à la technologie et au commerce électronique, la ZLECAf peut générer des gains importants pour les producteurs agricoles du continent africain. L'harmonisation des réglementations SPS et la reconnaissance mutuelle des normes alimentaires seront également cruciales pour faciliter la croissance des exportations dans le secteur. Au niveau continental, l'Organisation africaine de normalisation (ORAN) joue un rôle crucial dans l'harmonisation des normes, y compris celles relatives aux produits agricoles et alimentaires.¹² Les investissements dans les transports et les corridors commerciaux améliorent progressivement la connectivité régionale et la logistique commerciale.¹³ Des initiatives telles que le système panafricain de paiement et de règlement (PAPSS)¹⁴ **simplifient les transactions transfrontalières**, réduisent la dépendance à l'égard des devises étrangères et améliorent la liquidité.

La **connectivité numérique, les plateformes de commerce électronique**, l'argent mobile et les innovations logistiques permettent désormais aux entrepreneurs africains d'entrer en contact avec des fournisseurs, des clients et des prestataires de services au-delà des frontières avec une infrastructure minimale. L'investissement dans les infrastructures est également lié au développement d'une économie basée sur les compétences qui donne la priorité à la formation technique et professionnelle. La numérisation et une main-d'œuvre qualifiée dans les technologies de l'information et de la communication () sont essentielles pour participer aux chaînes de valeur mondiales.¹⁵ Il est important que les gouvernements africains et les partenaires privés augmentent les investissements dans l'infrastructure des TIC pour soutenir l'information en temps réel sur le marché.¹⁶

4. La voie à suivre

Les chaînes de valeur transfrontalières représentent une frontière dynamique pour les entrepreneurs africains qui souhaitent développer leurs activités, ajouter de la valeur aux ressources locales et contribuer de manière significative à la transformation économique régionale. À mesure que le continent progresse vers une intégration économique plus profonde, ceux qui peuvent naviguer efficacement dans la dynamique transfrontalière, tirer parti des outils numériques et cultiver des réseaux de collaboration seront bien placés pour mener la croissance inclusive et durable de l'Afrique.

Pour réaliser le plein potentiel de ces opportunités, il faut plus que de l'ambition entrepreneuriale : il faut des écosystèmes favorables, des infrastructures robustes et des politiques habilitantes qui permettent aux entreprises, en particulier aux petites et moyennes entreprises (PME), de prospérer au-delà des frontières nationales. Les entrepreneurs africains se révèlent être des moteurs essentiels de la création de valeur, de l'innovation et

¹¹ UNECA. Faire progresser la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine: Proposer des actions stratégiques transformatrices. Rapport économique sur l'Afrique. Résumé. 2025.

¹² Odjo, S., F. Traoré, et C. Zaki, eds. 2024. [Moniteur du commerce agricole en Afrique 2024](#). Kigali et Washington, DC : AKADEMIYA2063 et Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.

¹³ [Assemblées annuelles 2025 : les corridors régionaux, moteurs de l'intégration continentale](#).

¹⁴ [Système panafricain de paiement et de règlement \(PAPSS\)](#)

¹⁵ [Tendances du financement des infrastructures en Afrique - 2016](#). Secrétariat du Consortium pour les infrastructures en Afrique c/o Banque africaine de développement. 2017.

¹⁶ AFDB 2018. [Capturer la niche de l'Afrique dans les chaînes de valeur mondiales](#).

de la croissance inclusive grâce à leur engagement dans les chaînes de valeur transfrontalières. Leurs contributions permettent non seulement d'accroître la productivité, mais aussi de créer des emplois, d'améliorer les revenus et de réduire la pauvreté au sein des communautés.

Le succès de la Zone de libre-échange continentale africaine(ZLECA) et d'autres initiatives régionales dépendra de la mise en œuvre de solutions pratiques et inclusives aux barrières commerciales transfrontalières. Avec des cadres politiques appropriés et des interventions ciblées, le commerce transfrontalier peut devenir un puissant levier pour le développement durable, la création d'emplois et la prospérité partagée à travers le continent.

Pour libérer tout le potentiel du commerce transfrontalier, il est essentiel de procéder à des investissements stratégiques, à des réformes réglementaires et à un soutien ciblé aux petits commerçants. Lorsqu'elles bénéficient d'un soutien efficace, les chaînes de valeur transfrontalières peuvent devenir la pierre angulaire de l'avenir économique durable et inclusif de l'Afrique.

Points clés de la discussion :

- Quelles sont les possibilités offertes aux PME africaines en matière de commerce transfrontalier ?
- Quelles sont les innovations nécessaires pour répondre à ces marchés ?
- Quels défis et quelles opportunités les entrepreneurs voient-ils dans les chaînes de valeur transfrontalières ?

De plus amples informations, y compris le programme, sont disponibles sur Agrinnovators.org, la plateforme qui regroupe toutes les informations relatives aux sessions d'innovation et offre un [forum d'échange](#) et de mise en réseau.

SÉRIE INNOVATIONS PAFO-COLEAD :
Innovations et succès des PME et organisations de producteurs africaines

SESSION N°23

**Opportunités pour les entrepreneurs dans les chaînes de valeur
transfrontalières**

Mardi 3 juin 2025 - 12:00-14:00 UTC

En ligne ([Zoom](#))

Interprétation anglais-français-portugais disponible

Programme

Modérateur : *Isolina Boto, responsable des réseaux et des alliances, COLEAD*

12:00-12:10 Introduction

- *Babafemi Oyewole, directeur général, PAFO (représenté par Aimable Twagira YEZU, Chargé de Programme)*

12:10-12:45 Panel : succès des entreprises dans le commerce transfrontalier

- *Wezi Mzumara, directeur général, Kwanza Cocoa, Malawi*
- *Saran Keita, AmiDjor Agribusiness, Guinée*
- *Aïssata Diakité, Fondatrice, Zabbaan Holding, Mali*
- *Lesley Marange, Fondatrice et PDG, Gyltime Foods, Zimbabwe*

12:45-13:20 Discutants

- *Anthony Egeru, Responsable de la Formation et de l'Engagement pour le Développement Communautaire, RUFORUM*
- *Ousseini Ouedraogo, Secrétaire Exécutif, ROPPA*

13:20-13:50 Débat

13:50-14:00 Principaux enseignements et conclusion



Cet événement a été organisé dans le cadre du programme Fit For Market+ mis en œuvre par le COLEAD dans le cadre de la Coopération au Développement entre l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), et l'Union européenne (UE).

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'UE et de l'OEACP. Son contenu relève de la seule responsabilité du COLEAD et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'UE ou de l'OEACP.